

dienne résidaient dans l'économie mondiale, qui était encore à la hausse à cette époque, et le développement énergétique chez nous.

Je regrette que le ministre nous quitte.

M. Lalonde: Je vais boire quelque chose, rien d'alcoolisé, et je reviens.

M. Wilson: Je tiens à ce que le ministre ait l'esprit très clair pour ce qui va suivre. Cette année, les auteurs du rapport disent qu'il ne reste plus que le développement énergétique au Canada. Je le répète, et vous l'avez déjà entendu, monsieur l'Orateur, le budget du ministre des Finances a torpillé cet espoir. Voilà pourquoi il nous faudra apporter des modifications au Programme énergétique national si nous voulons voir se redresser l'économie pour atténuer la crise dont nous discutons aujourd'hui.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a montré qu'il ne savait malheureusement pas ce qui se passe au pays et dans le monde à l'heure actuelle. Il préfère déformer la réalité ou n'en pas tenir compte. Il a dit que nous importions 15 p. 100 notre pétrole. A l'heure actuelle, les importations de pétrole représentent 25 p. 100 de notre consommation et elles grimperont à 40 p. 100. C'est bien beau, en théorie, de dire «Isolons-nous du reste du monde, formulons une stratégie énergétique canadienne, oublions que certains événements qui se produisent dans d'autres régions du monde ont pour effet de faire monter les prix du pétrole». Si nous portons nos importations de pétrole de 25 à 40 p. 100, nous savons—et l'Office national de l'Énergie l'a prouvé—que nous nous retrouverons dans la même situation que les États-Unis. Il y a dix ou quinze ans, ils importaient 25 p. 100 de leur consommation. Comme ils en importent maintenant 50 p. 100, ils ont été forcés d'accepter le prix mondial. Nous discutons d'un taux d'importation de 25 p. 100 qui, nous le savons, passera à 40 p. 100, et nous ne tenons pas compte de la triste et pénible expérience des États-Unis. Je regrette que le ministre des Finances quitte aussi la Chambre car j'aimerais l'entendre répondre à certains de mes arguments.

Des voix: Quelle honte!

M. Wilson: Nous ne défendons pas la cause des grosses sociétés pétrolières, des multinationales comme le prétend le ministre de l'Énergie, des mines et des ressources. Nous défendons la cause du Canada et des Canadiens car ce sont les Canadiens qui subiront les effets néfastes de la politique énergétique nationale mise sur pied par le gouvernement le 28 octobre dernier.

Le ministre déclare qu'il fera deux choses pour le Canada tout entier. Le programme énergétique national épargnera aux Canadiens les fortes hausses de prix pétroliers qui se produisent dans les autres parties du monde. Je soutiens que cela ne marchera pas. Le ministre le sait fort bien d'ailleurs. Cela ne marchera pas parce qu'il a permis que se produisent de très fortes hausses plus tard. D'un point de vue politique il est payant de dire: «Aujourd'hui nous n'allons devoir payer qu'une faible hausse de prix de \$4.50». Il sait qu'en fin de compte elle sera de \$7, \$8 ou \$10. Pourquoi pas maintenant alors? Parce que le ministre ne siègera plus à la Chambre dans cinq ans lorsque se produiront ces hausses plus importantes. Entre temps nous aurons perdu un temps précieux que nous aurions pu utiliser pour développer notre propre production au Canada afin de pouvoir atteindre notre objectif l'auto-suffisance et

La situation économique

avoir d'une politique énergétique indépendante des autres pays car nous disposerions d'un approvisionnement nous permettant de le faire. Ce programme énergétique ne nous permettra pas d'y arriver. Nous n'y arriverons que si le ministre admet qu'il faut y apporter certains changements, qui devront de toute façon être apportés, il se sait, étant donné le nombre de gens qui recommandent de le faire.

Le ministre a déclaré que l'on avait déménagé de 15 à 20 plates-formes de forage. Permettez-moi de vous dire qu'il faut 60 camions pour déménager une plate-forme de forage, monsieur l'Orateur. Il y a environ six semaines que ce programme a été annoncé et les entreprises de forage n'en ont pas encore ressenti les contrecoups. Nous savons pourtant que les sociétés on annoncé leur décision de déménager 60 plates-formes de forage à l'étranger. Nous savons par ailleurs que les sociétés pétrolières ont annoncé que les compagnies de forage ne feraient pas grand-chose l'été prochain. D'habitude, à ce moment-ci de l'année, les trois quarts des projets de forage ont déjà été annoncés. Ce n'est pas le cas, et pour une bonne raison. La raison, c'est le chaos et le manque de confiance qui règne dans l'industrie pétrolière à l'heure actuelle; celle-ci exhorte les gens à battre en retraite. Elles refusent tout simplement de s'engager. C'est pourquoi les plates-formes de forage s'en vont chez nos voisins du Sud. Ce n'est pas parce que les compagnies le veulent mais parce qu'elles doivent payer des intérêts élevés et qu'elles ne peuvent pas se permettre de laisser les plates-formes en veilleuse en raison de leur coût, alors qu'il y a moyen d'aller prospecter aux États-Unis. Il y a environ trois ou quatre semaines, j'ai lu un article intitulé «Thank you, Canada». En guise de conclusion, l'auteur de cet article disait que le Canada avait davantage contribué à augmenter la production de pétrole aux États-Unis que tous les bureaucrates et tous les règlements du département de l'Énergie. C'est là une des raisons pour lesquelles les sociétés transportent leurs installations de forage chez nos voisins du Sud. Une autre raison en est le climat beaucoup plus favorable aux États-Unis. Le gouvernement américain tient à ce que l'on produise du pétrole aux États-Unis, car il importe déjà 50 p. 100 de la consommation nationale, taux d'importation qui sera le nôtre en 1990, par suite de cette politique. C'est à cause de ce taux élevé d'importation que les Américains décident maintenant de renverser la vapeur, de supprimer les règles et les contraintes, et de fournir les stimulants qui permettent d'atteindre les niveaux de production qui sont nécessaires aux États-Unis. Ces stimulants sont une autre raison pour les sociétés de déménager leurs installations aux États-Unis.

● (2310)

J'aimerais citer une seule statistique. Avant le 28 octobre, le profit net aux États-Unis était d'environ de \$25 le baril. Il était plus ou moins élevé selon les États, mais de \$25 en moyenne. Conformément à la politique du ministre et au programme énergétique national, il était au Canada d'environ \$9.70. Le rythme des découvertes est meilleur au Canada qu'aux États-Unis, mais cela ne justifie pas une telle différence de profit net entre les deux pays. Les bénéfiques, les stimulants, l'ensemble des facteurs et l'attitude du gouvernement à l'égard de cette industrie sont bien meilleurs aux États-Unis qu'au Canada. C'est pourquoi les entreprises se tournent vers les États-Unis.